

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 2381

[C — 2007/29050]

27 MARS 2006. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, instituant la "Commission consultative francophone et germanophone pour l'UNESCO"

Vu les articles 39, 127, 130, 138, et 139 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983, de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989, relative aux institutions bruxelloises;

Vu le décret du 19 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française, à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 22 juillet 1993 du Conseil régional wallon, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le décret du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire française, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'article VII, 1, de la Convention du 16 novembre 1945 créant une Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture, qui stipule que tout Etat membre prendra des mesures qui tiennent compte de la situation;

Vu la Charte des Commissions nationales pour l'UNESCO;

Considérant l'opportunité fonctionnelle de constituer une seule Commission consultative pour l'UNESCO pour la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales.

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président, de la Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures.

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président, chargé des Relations internationales.

La Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Collège, en la personne du Ministre-Président chargé de la Fonction publique et de la Santé, de la Ministre chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement et de la Culture, et des Relations internationales,

ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Une "Commission consultative francophone et germanophone pour l'UNESCO", ci-après dénommée "la Commission", est créée.

Art. 2. La Commission veille à la mise en œuvre en Communauté française, en Région wallonne, en Communauté germanophone et en Région de Bruxelles-Capitale des missions visées à l'article 1^{er} de la Charte des Commissions nationales pour l'UNESCO, et notamment :

1. conseiller les Gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne, de la Communauté germanophone, ainsi que le Collège de la Commission communautaire française, ci-après dénommés "Les Gouvernements", sur tous les avis à transmettre à la Commission fédérale belge pour l'UNESCO, ci-après dénommée "la Commission fédérale";

2. préparer les délibérations à soumettre à la Commission fédérale dans le cadre des actions de consultation entreprises par l'UNESCO auprès des Etats membres;

3. assumer la fonction de consultation, de coordination, d'animation, de mobilisation et d'information des milieux concernés par les actions de l'UNESCO;

4. soumettre aux Gouvernements les initiatives émanant des milieux intéressés par les activités de l'UNESCO;

5. soumettre aux Gouvernements des propositions relatives à son organisation et à son fonctionnement.

Art. 3. La Commission est composée de membres effectifs et de membres suppléants, désignés comme suit :

1. quatre membres effectifs et quatre membres suppléants désignés parmi les membres du personnel du Ministère de la Communauté française, parmi lesquels :

- un membre effectif et un membre suppléant du secteur de la Culture;
- un membre effectif et un membre suppléant du secteur de l'Enseignement obligatoire;
- un membre effectif et un membre suppléant du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
- un membre effectif et un membre suppléant du secteur de l'Audiovisuel.

Ces membres sont désignés par les Ministres compétents de la Communauté française respectifs;

2. un membre effectif et un membre suppléant désignés parmi les membres du personnel du Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française.

Ces membres sont désignés par le(s) Ministre(s) de la Communauté française ayant les Relations internationales dans ses (leurs) attributions;

3. cinq membres effectifs et cinq membres suppléants désignés parmi les membres du personnel du Ministère de la Région wallonne, parmi lesquels :

- deux membres effectifs et deux membres suppléants du secteur du Patrimoine;
- un membre effectif et un membre suppléant du secteur de la Recherche scientifique;
- deux membres effectifs et deux membres suppléants du secteur de la Formation.

Ces membres sont désignés par le (ou les) Ministre(s) compétent(s) de la Région wallonne (respectifs);

4. un membre effectif et un membre suppléant désignés parmi les membres du personnel de la Direction générale des Relations extérieures de la Région wallonne.

Ces membres sont désignés par le Ministre de la Région wallonne ayant les Relations extérieures dans ses attributions.

5. quatre membres effectifs et quatre membres suppléants représentants des secteurs de la Culture, du Patrimoine, de l'Audiovisuel, de l'Enseignement, de la Jeunesse, de la Formation et des Relations internationales en Communauté germanophone.

Ces membres sont désignés par les Ministres compétents de la Communauté germanophone respectifs;

6. trois membres effectifs et trois membres suppléants désignés parmi les membres du personnel de l'administration de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, parmi lesquels :

- un membre effectif et un membre suppléant des secteurs de la Culture et de la Jeunesse;
- un membre effectif et un membre suppléant du secteur des Relations internationales;
- un membre effectif et un membre suppléant du secteur de la Formation

Ces membres sont désignés par le (ou les) Ministre(s) compétent(s) de la Commission communautaire française (respectifs);

7. un membre effectif et un membre suppléant représentant la Commission royale des Monuments et Sites pour la Communauté germanophone.

Ces membres sont désignés par le Ministre de la Communauté germanophone ayant les Monuments et Sites dans ses attributions;

8. un membre effectif et un membre suppléant représentant les milieux de la presse, de l'information et de la communication en Communauté française.

Ces membres sont désignés par le (ou les) Ministre(s) de la Communauté française ayant l'Audiovisuel et l'Aide à la presse dans ses (leurs) attributions;

9. un membre effectif et un membre suppléant représentant les milieux de la presse, de l'information et de la communication en Communauté germanophone.

Ces membres sont désignés par le (ou les) Ministre(s) de la Communauté germanophone ayant l'Audiovisuel et l'Aide à la presse dans ses (leurs) attributions;

10. un membre effectif et un membre suppléant représentant les milieux de la Jeunesse et de l'Education permanente de la Communauté française.

Ces membres sont désignés par le (ou les) Ministre(s) de la Communauté française ayant la Jeunesse et l'Education permanente dans ses (leurs) attributions;

11. deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement en Communauté française.

Ces membres sont désignés par le (ou les) Ministre(s) de la Communauté française ayant l'Enseignement obligatoire dans ses (leurs) attributions;

12. un membre effectif et un membre suppléant représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement en Communauté germanophone.

Ces membres sont désignés par le (ou les) Ministre(s) de la Communauté germanophone ayant l'Enseignement obligatoire dans ses (leurs) attributions;

13. trois membres effectifs et trois membres suppléants représentant les Universités et les Hautes Ecoles en Communauté française, parmi lesquels

- deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant les Universités;

- un membre effectif et un membre suppléant représentant les Hautes Ecoles.

Ces membres sont désignés par le Ministre de la Communauté française ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions.

Art. 4. Les Ministres veillent à ce que la Commission comporte au minimum un tiers de membres de chaque sexe.

Art. 5. Afin de veiller à ce que la composition de la Commission représente un certain équilibre entre le secteur public et la société civile, les Gouvernements respectifs désigneront, outre les membres visés à l'article 3, chacun deux membres non gouvernementaux (soit huit membres au total), représentatifs des quatre domaines de spécialisation de l'UNESCO, à savoir l'Education, les Sciences naturelles, sociales et humaines, la Culture et la Communication et information.

Art. 6. § 1^{er}. Les membres effectifs et les membres suppléants de la Commission sont désignés pour une période de quatre ans. Les mandats sont renouvelables.

§ 2. Lorsque le mandat d'un membre effectif prend fin à la suite de la démission ou du décès, de la mise à la retraite, de la perte du mandat dans l'organe pour lequel il a été désigné, ou de l'annulation de la nomination, le membre suppléant prend la place du titulaire jusqu'à la fin du mandat.

§ 3. Lorsque le mandat d'un membre suppléant prend fin à la suite de la démission ou du décès, de la mise à la retraite, de la perte du mandat dans l'organe pour lequel il a été désigné, de la désignation comme membre effectif ou de l'annulation de la nomination, le Ministre compétent désigne un nouveau membre suppléant qui remplit les mêmes conditions de désignation que son prédécesseur et qui achève le mandat de celui-ci.

§ 4. En cas d'absence d'un membre effectif, seul un suppléant est habilité à le remplacer.

Art. 7. La Commission peut inviter à ses travaux des personnalités œuvrant dans les domaines de compétence de l'UNESCO, à savoir l'Education, les Sciences naturelles, les Sciences sociales et humaines, la Culture et la Communication et information.

Art. 8. § 1^{er}. Sur avis conforme du Gouvernement de la Communauté germanophone, du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française, le Gouvernement de la Communauté française désigne, parmi les membres, le Président et les trois Vice-Présidents de la Commission, de manière telle que chaque Partie à l'Accord soit représentée.

Leur mandat est valable pour quatre ans, renouvelable une fois consécutivement.

§ 2. Ensemble, avec le secrétariat de la Commission, ils en constituent le Bureau.

Art. 9. Les mandats sont exercés à titre gratuit.

Art. 10. La Commission rend ses avis à la majorité simple des voix des membres présents à la condition que la majorité de ses membres se trouve réunie.

En cas de parité des voix, celle du Président est décisive.

Art. 11. La Commission peut, sur proposition du Bureau, constituer des sous-commissions et des groupes de travail.

Les sous-commissions et groupes de travail rendent leurs avis conformément à la procédure fixée à l'article 10.

Elles proposent à la Commission les initiatives qu'elles souhaitent prendre.

Art. 12. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation des Gouvernements.

Art. 13. Le siège de la Commission est fixé à Bruxelles au Commissariat général aux Relations internationales. Le secrétariat de la Commission est assuré par le Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française et la Direction générale des Relations extérieures de la Région wallonne.

Art. 14. Les dispositions du présent Accord de coopération peuvent être révisées à la demande de chaque Partie à l'Accord.

Art. 15. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2006 en 8 exemplaires originaux, quatre en français et quatre en allemand.

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président du Collège de la Commission communautaire française,
B. CEREXHE

La Ministre chargée de la Formation professionnelle,
de l'Enseignement et de la Culture, et des Relations internationales,
Mme F. DUPUIS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT

D. 2007 — 2381

[2007/29050]

27. MÄRZ 2006 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Einsetzung «der französischsprachigen und deutschsprachigen Beratungskommission der UNESCO»

Auf Grund der Artikel 39, 127, 130, 138 und 139 der Verfassung;

Auf Grund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen, insbesondere des Artikels 92bis, § 1, eingefügt durch das Gesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Auf Grund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 der institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere des Artikels 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1980;

Auf Grund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen;

Auf Grund des Dekretes des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 19. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Befugnisse der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die französische Gemeinschaftskommission;

Auf Grund des Dekretes des Wallonischen Regionalrates vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Befugnisse der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt;

Auf Grund des Dekretes der Versammlung der französischen Gemeinschaftskommission vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Befugnisse der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die französische Gemeinschaftskommission;

Auf Grund des Artikels VII, 1. der Vereinbarung vom 16. November 1945 zur Schaffung einer Organisation der Vereinten Nationen für das Erziehungswesen, die Wissenschaft und die Kultur, die vermerkt, dass jeder Mitgliedstaat die Maßnahmen ergreifen wird, die der spezifischen internen Situation des Mitgliedstaates Rechnung tragen;

Auf Grund der Charta der nationalen Kommissionen für die UNESCO;

In Erwägung, dass es in funktionaler Hinsicht zweckmäßig ist, eine einzige Beratungskommission der UNESCO für die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zu schaffen;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person der Ministerpräsidentin, zuständig für den Pflichtunterricht und den Fortbildungsunterricht, der Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin des Hochschulwesens, der wissenschaftlichen Forschung und der internationalen Beziehungen, der Ministerin, zuständig für die Belange der Kleinkinder, die Jugendhilfe und die Gesundheit, des Ministers für den Öffentlichen Dienst und den Sport und der Ministerin für Kultur, Audiovisuelles und Jugend;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministerpräsidenten, der Ministerin für Forschung, neue Technologien und Außenbeziehungen, der Ministerin für Ausbildung und des Ministers, zuständig für das Budget, die Finanzen, die Ausrüstung und das Erbe;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministerpräsidenten, zuständig für internationale Beziehungen, des Vize-Ministerpräsidenten und Ministers für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus, der Ministerin für Kultur und Medien, Denkmalschutz, Jugend und Sport, und des Ministers für Unterricht und wissenschaftliche Forschung;

Die französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihr Kollegium in der Person des Ministerpräsidenten zuständig für den Öffentlichen Dienst und die Gesundheit, der Ministerin für Berufsausbildung, Unterricht und Kultur und internationale Beziehungen und des Ministers für Soziales, Familie und Sport;

Haben folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Es wird eine französischsprachige und deutschsprachige "Beratungskommission" der UNESCO geschaffen, nachstehend als "die Kommission" bezeichnet.

Art. 2 - Die Kommission achtet darauf, dass die in Artikel 1 der Charta der nationalen Kommissionen für die UNESCO erwähnten Aufgaben in der Französischen Gemeinschaft, in der Wallonischen Region, in der Deutschsprachigen Gemeinschaft und in der Region Brüssel-Hauptstadt wahrgenommen werden, insbesondere

1. der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie dem Kollegium der französischen Gemeinschaftskommission, nachstehend als "die Regierungen" bezeichnet, beratend zur Seite stehen bei allen Gutachten, die der belgischen föderalen Kommission der UNESCO, nachstehend als "die föderale Kommission" bezeichnet, zu übermitteln sind;

2. die Beratungen vorbereiten, die der föderalen Kommission im Rahmen der von der UNESCO bei den Mitgliedstaaten unternommenen Konsultierungen unterbreitet werden;

3. die Konsultierung, die Koordination, die Animation, die Mobilisierung und die Informationen der von den Aktionen der UNESCO betroffenen Stellen gewährleisten; 4. den Regierungen die Initiativen unterbreiten, die von den Stellen ausgehen, die sich für die Aktivitäten der UNESCO interessieren;

5. den Regierungen Vorschläge in Bezug auf ihre Organisation und ihre Arbeitsweise unterbreiten.

Art. 3 - § 1 Die Kommission setzt sich aus effektiven und aus stellvertretenden Mitgliedern zusammen, die wie folgt bezeichnet werden:

1. vier effektive Mitglieder und vier Ersatzmitglieder, die unter den Personalmitgliedern des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft bezeichnet werden, darunter

- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus dem Bereich Kultur;

- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus dem Bereich des Pflichtunterrichts;

- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus dem Bereich des Hochschulwesens und der wissenschaftlichen Forschung;

- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus dem Bereich des Audiovisuellen.

Diese Mitglieder werden von den jeweiligen zuständigen Ministern der Französischen Gemeinschaft bezeichnet;

2. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, die unter den Personalmitgliedern des Generalkommissariats der internationalen Beziehungen der Französischen Gemeinschaft bezeichnet werden.

Diese Mitglieder werden von dem/den für die internationalen Beziehungen zuständigen Minister/Ministern der Französischen Gemeinschaft bezeichnet;

3. fünf effektive Mitglieder und drei stellvertretende Mitglieder, die unter den Personalmitgliedern des Ministeriums der Wallonischen Region bezeichnet werden, darunter - zwei effektive Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder aus dem Bereich Kulturerbe;

- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus dem Bereich wissenschaftliche Forschung;

- zwei effektive Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder aus dem Bereich Ausbildung.

Diese Mitglieder werden von dem/den jeweiligen zuständigen Minister/Ministern der Wallonischen Region bezeichnet;

4. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, bezeichnet unter den Personalmitgliedern der Generaldirektion der Außenbeziehungen der Wallonischen Region. Diese Mitglieder werden von dem für Außenbeziehungen zuständigen Minister der Wallonischen Region bezeichnet;

5. vier effektive Mitglieder und vier stellvertretende Mitglieder, die die Bereiche Kultur, Kulturerbe, Audiovisuelles, Unterrichtswesen, Jugend, Ausbildung und internationale Beziehungen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft vertreten.

Diese Mitglieder werden von den jeweiligen zuständigen Ministern der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezeichnet;

6. drei effektive Mitglieder und drei stellvertretende Mitglieder, bezeichnet unter den Personalmitgliedern der Verwaltung der französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, darunter

- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus den Bereichen Kultur und Jugend;
- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus dem Bereich internationale Beziehungen;
- ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied aus dem Bereich Ausbildung.

Diese Mitglieder werden von dem/den jeweiligen zuständigen Minister/Ministern der französischen Gemeinschaftskommission bezeichnet;

7. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied der Königlichen Denkmal- und Landschaftsschutzkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Diese Mitglieder werden von dem für den Denkmalschutz zuständigen Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezeichnet;

8. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, die die Presse-, die Informations- und Kommunikationsstellen in der Französischen Gemeinschaft vertreten.

Diese Mitglieder werden von dem/den für Audiovisuelles und für die Pressehilfe zuständigen Minister/Ministern der Französischen Gemeinschaft bezeichnet;

9. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, die die Presse-, die Informations- und Kommunikationsstellen der Deutschsprachigen Gemeinschaft vertreten.

Diese Mitglieder werden von dem/den für Audiovisuelles und für die Pressehilfe zuständigen Minister/Ministern der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezeichnet. 10. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, die die Bereiche Jugend und ständige Weiterbildung in der Französischen Gemeinschaft vertreten.

Diese Mitglieder werden von dem/den für Jugend und ständige Weiterbildung zuständigen Minister/Ministern der Französischen Gemeinschaft bezeichnet;

11. zwei effektive Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder, die die Schulträger des Unterrichtswesens in der Französischen Gemeinschaft vertreten.

Diese Mitglieder werden von dem/den für das Pflichtunterrichtswesen zuständigen Minister/Ministern der Französischen Gemeinschaft bezeichnet;

12. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, die die Schulträger des Unterrichtswesens in der Deutschsprachigen Gemeinschaft vertreten.

Diese Mitglieder werden von dem für das Pflichtunterrichtswesen zuständigen Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezeichnet;

13. drei effektive Mitglieder und drei Ersatzmitglieder, die die Universitäten und die sogenannten «Hautes Ecoles» der Französischen Gemeinschaft vertreten, darunter - zwei effektive Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder, die die Universitäten vertreten;

- ein effektives Mitglied und ein Ersatzmitglied, die die sogenannten «Hautes Ecoles» vertreten.

Diese Mitglieder werden von dem für das Hochschulwesen zuständigen Minister der Französischen Gemeinschaft bezeichnet.

Art. 4 - Die Minister achten darauf, dass die Kommission mindestens ein Drittel Mitglieder eines jeden Geschlechts zählt.

Art. 5 - Damit bei der Zusammensetzung der Kommission das Gleichgewicht zwischen dem öffentlichen Sektor und der Zivilgesellschaft gewahrt ist, bezeichnen die jeweiligen Regierungen zusätzlich zu den in Artikel 3 erwähnten Mitgliedern jeweils zwei Mitglieder aus dem Bereich der NRO (insgesamt also 8 Mitglieder), die in den vier Fachbereichen der UNESCO tätig sind, d.h. Erziehung, Natur-, Sozial- und Humanwissenschaften, Kultur und Kommunikation und Information.

Art. 6 - § 1 Die effektiven Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder der Kommission werden für eine Zeitspanne von vier Jahren bezeichnet. Die Mandate sind erneuerbar.

§ 2 Endet das Mandat eines effektiven Mitglieds infolge des Rücktritts oder des Ablebens, der Versetzung in den Ruhestand, des Verlustes seines Amtes in dem Organ, für das es bezeichnet wurde, oder der Nichtigerklärung der Ernennung, dann nimmt das stellvertretende Mitglied die Stelle des Amtsinhabers bis zum Ende des Mandats ein.

§ 3 Endet das Mandat eines stellvertretenden Mitglieds infolge des Rücktritts oder des Ablebens, der Versetzung in den Ruhestand, des Verlustes seines Amtes in dem Organ, für das es bezeichnet wurde, der Bezeichnung als effektives Mitglied oder der Nichtigerklärung der Ernennung, dann bezeichnet der zuständige Minister ein neues stellvertretendes Mitglied, das die gleichen Bedingungen erfüllt wie sein Vorgänger und das dessen Mandat zu Ende führt.

§ 4 Bei Abwesenheit des effektiven Mitglieds ist nur sein stellvertretendes Mitglied befugt, es zu ersetzen.

Art. 7 - Zu ihren Arbeitssitzungen kann die Kommission Persönlichkeiten einladen, die in den Zuständigkeitsbereichen der UNESCO tätig sind, d.h. in den Bereichen Erziehung, Naturwissenschaften, Sozialwissenschaften, Humanwissenschaften, Kultur, Kommunikation und Information.

Art. 8 - § 1 Nach gleichlautendem Gutachten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der wallonischen Regierung und des Kollegiums der französischen Gemeinschaftskommission bezeichnet die Regierung der Französischen Gemeinschaft unter den Mitgliedern den Präsidenten und die drei Vizepräsidenten der Kommission, und zwar so, dass jede vertragsschließende Partei vertreten ist. Ihr Mandat ist vier Jahre gültig und einmal hintereinander erneuerbar.

§ 2 Gemeinsam mit dem Sekretariat der Kommission bilden sie das Präsidium.

Art. 9 - Die Mandate werden ehrenamtlich ausgeübt.

Art. 10 - Die Kommission gibt ihre Gutachten mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder ab, unter der Bedingung, dass die Mehrheit ihrer Mitglieder versammelt ist. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Art. 11 - Die Kommission kann auf Vorschlag des Präsidiums Unterkommissionen und Arbeitsgruppen bilden.

Die Unterkommissionen und die Arbeitsgruppen erteilen ihre Gutachten entsprechend dem in Artikel 10 festgelegten Verfahren.

Sie schlagen der Kommission die Initiativen vor, die sie ergreifen möchten.

Art. 12 - Die Kommission gibt sich eine innere Geschäftsordnung, die sie den Regierungen zwecks Billigung unterbreitet.

Art. 13 - Der Sitz der Kommission befindet sich in Brüssel im Generalkommissariat der internationalen Beziehungen. Das Generalkommissariat der internationalen Beziehungen der Französischen Gemeinschaft und die Generaldirektion der Außenbeziehungen der Wallonischen Region führen das Sekretariat der Kommission.

Art. 14 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kooperationsabkommens können auf Antrag einer jeden vertragsschließenden Partei revidiert werden.

Art. 15 - Vorliegendes Kooperationsabkommen tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Aufgestellt zu Brüssel, am in achtfacher Originalausfertigung, vier davon in deutscher und vier in französischer Sprache.

Für die Französische Gemeinschaft:

Die Ministerpräsidentin, zuständig für den Pflichtunterricht und den Fortbildungsunterricht,

Frau M. ARENA

Die Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin des Hochschulwesens, der wissenschaftlichen Forschung und der internationalen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Forschung, neue Technologien und Außenbeziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

K.-H. LAMBERTZ

Für die französische Gemeinschaftskommission:

Der Ministerpräsident des Kollegiums der französischen Gemeinschaftskommission,

B. CEREXHE

Die Ministerin für Berufsausbildung, Unterricht und Kultur und internationale Beziehungen,

F. DUPUIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2382

[C — 2007/29060]

20 AVRIL 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles de financement spécifiques des formations continuées dispensées par les Universités et les Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française :

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, notamment l'article 20, alinéa 4;

Vu les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

Vu la concertation du 23 mars 2007 avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent projet tend à étendre aux Hautes Ecoles le financement des formations continuées; que le budget général des dépenses de l'année budgétaire 2007 prévoit un crédit supplémentaire pour permettre le financement des formations continuées organisées par les Hautes Ecoles; qu'il convient, pour que ce crédit puisse être utilisé, que les Hautes Ecoles puissent organiser ces formations dès la prochaine rentrée académique; que, à l'instar de ce qui a été prévu pour les universités, il convient de soumettre les demandes de financement à l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles; qu'en outre pour permettre tant au CIUF et au CGHE qu'au Gouvernement de donner son appréciation sur les formations continuées notamment en vue d'éviter les doublons et, il convient de revoir également la procédure de subventionnement des formations continuées organisées par les Universités et prévoir un temps suffisant pour l'examen des demandes; que par conséquent, il se recommande de fixer au 15 mai précédant l'année académique la date d'introduction des demandes; que pour permettre aux Hautes Ecoles et aux institutions universitaires de respecter ce délai en introduisant un dossier suffisamment étayé, il convient de fixer dans le plus bref délai les conditions d'octroi du financement et les critères de choix des formations continuées qui seront financées;